COMPTE RENDU SOMMAIRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

<u>Nombre de membres :</u> En exercice : 13 Présents : 08 Votants : 10 POUR : 10 CONTRE : 00 ABSTENTION : 00	<u>L'an deux mille quinze</u> le trois décembre à vingt heures trente minutes Le Conseil Municipal de la Commune de CERNEX dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire, Jean-Louis FELFLI. <u>Date de convocation : vingt-six novembre deux mille quinze</u>
<u>Présents :</u> Jean-Louis FELFLI, Vincent TISSOT, Maryline DURET, Christophe BOYER, Jean-Baptiste LACROIX, Johann LOCATELLI, Nadine CUSIN, Rémy FERNANDES. <u>Absents sans procuration excusés :</u> Sasha JONES. <u>Absents sans procuration non excusés :</u> Jean-Yves SAXOD, Denis VIGNE. <u>Absents avec procuration :</u> Emmanuel MEGEVAND, Zohrah THIEBAUD.	

Début de séance : 20 h 42
Délibérations à main levée
Secrétaire de séance : Nadine CUSIN

**1 - OBJET : REDEVANCE REGLEMENTEE POUR OCCUPATION PROVISoire
DU DOMAINE PUBLIC PAR DES CHANTIERS DE TRANSPORT ET
DISTRIBUTION DES ENERGIES**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la parution du décret n° 2015-334 du 25 mars 2015 fixant le régime des redevances dues aux communes et aux départements pour l'occupation provisoire de leur domaine public par les chantiers de travaux sur des ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et aux canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz, l'adoption de la présente délibération permettrait des lors de procéder à la simple émission de titres de recettes.

Dans ce cadre, Monsieur le Maire propose d'instaurer ladite redevance et d'en fixer le mode de calcul selon le décret n° 2015-334 du 25 mars 2015. Cette mesure permettra de procéder à l'établissement du titre de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à la dite redevance.

ADOpte l'instauration de la redevance pour l'occupation provisoire de notre domaine public par des chantiers de travaux sur les ouvrages des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz et d'en fixer le mode de calcul selon le décret n° 2015-334 du 25 mars 2015.

Autorise le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'établissement du titre de recettes au fur et à mesure qu'auront été constatés des chantiers éligibles à la dite redevance à la réalisation des titres de recettes

POUR 10 - ABSTENTION 0 - CONTRE 0

**2 - OBJET : REMBOURSEMENT DE DEPENS
(D'HUISSIERS, AVOCATS et EXPERTS)**

Monsieur le Maire fait part aux membres du Conseil Municipal que dans le cadre de démarches générales de procédures légales sortant de l'article L.761-1 du code de justice administrative, les frais d'actions d'huissiers, d'avocats et d'experts peuvent faire l'objet de remboursement total ou partiel. Dans ce cadre, il est nécessaire de mettre en place une procédure d'encaissement.

Monsieur le Maire propose qu'en cours ou à l'issue de chaque procédure, le remboursement total ou partiel des frais soit demandé aux personnes physiques ou morales concernées et l'adoption de la présente délibération permettrait des lors de procéder à la simple émission de titres de recettes.
AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de ces encaissements

POUR 10 - ABSTENTION 0- CONTRE 0

3 - OBJET : ACQUISITION D'UN LOCAL BRUT DANS LE CADRE DU PROJET GLOBAL DE LOGEMENTS COLLECTIFS SOCIAUX

Monsieur le Maire rappelle que l'opération sous maîtrise d'ouvrage Haute-Savoie HABITAT et sa filiales IDEIS comprend 8 logements locatifs, 11 logements en accession sociale à la propriété et 1 local communal en rez-de-chaussée du bâtiment locatif.

Conformément à l'étude de faisabilité validée par le Conseil Municipal en dat du 25 septembre 2013, le prix de vente de ce local livré brute de 95.82 m2, hors d'eau, hors d'aire, fluide en attente, est fixé à 1'900 € TTC/m2 de surface intérieur.

Vu la délibération D15-02 du 29 janvier 2015 confiant l'opération susvisée à Haute Savoie HABITAT et de sa filiales IDEIS pour la réalisation du projet sus mentionné.

Vu le plan de vente du local et la notice descriptive sommaire.

AUTORISE l'acquisition prévu en 2016 de ce local de 95,82 m2 en l'état futur d'achèvement (VEFA) au prix de **1'900 € TTC/m2**, soit **182'058 € TTC**.

Les crédits nécessaires à l'acquisition de ce local seront inscrits au budget 2016, chapitre 21, immobilisation corporelle.

AUTORISE le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'acquisition de ce bien.

INFORME qu'en application de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, un délai de recours de deux mois peut-être exercé auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

POUR 10 - ABSTENTION 0 - CONTRE 0

4 - OBJET : REVERSEMENT DE LA PLH COMMUNAUTAIRE A OPH 74

Monsieur le Maire rappelle que l'opération sous maîtrise d'ouvrage l'OPH 74 (Haute-Savoie HABITAT et sa filiales IDEIS) comprend 8 logements locatifs, 11 logements en accession sociale à la propriété et 1 local communal en rez-de-chaussée du bâtiment locatif.

La production de logements locatifs sociaux sur la commune de Cernex est soutenue par la Communauté de Communes du Pays de Cruseilles dans le cadre de son programme local de l'habitat (PLH). Celui-ci prévoit une aide de 1 600 € par logement financé en P.L.U.S et 2 000 € par logement financé en P.L.A.I.

Pour la présente opération, la subvention intercommunale à la commune s'élève donc à **12'400 €**.
(1 600 x 4 + 2 000 x 3 = 12 400 €)

Cette subvention est versée par l'intercommunalité à la commune sur laquelle sont produits les logements sociaux. Pour la présente opération, la commune de CERNEX s'engage à reverser intégralement la subvention perçue à l'OPH 74 (Haute-Savoie HABITAT, IDEIS) en contrepartie de prestations complémentaires liées au projet notifiées dans la présente convention financière CERNEX - OPH 74

Vu la convention financière CERNEX – OPH74

AUTORISE le Maire à signer la convention financière de reversion de la PLH à de nouvelles prestations complémentaires liée au projet de logements sociaux.

POUR 10 - ABSTENTION 0 - CONTRE 0

5 - OBJET : GARANTIE D'EMPRUNTS OPH 74

Monsieur le Maire rappelle que l'opération sous maîtrise d'ouvrage l'OPH 74 (Haute-Savoie HABITAT et sa filiales IDEIS) comprend 8 logements locatifs (1 PLS, 3 PLAI, 4 PLUS) et 11 logements en accession sociale à la propriété 2

et 1 local communal en rez-de-chaussée du bâtiment locatif.

Pour ce projet, le département de la Haute Savoie porte garantie d'emprunts à 75% et la commune de Cernex est sollicitée pour une garantie d'emprunts à 25% pour les 7 logements en **PLAI** et **PLUS** à hauteur de 762'796 €, soit **190'699 €** de la manière suivante :

PLAI-Travaux de 231'482 € sur 40 ans à intérêt actuariel annuel, soit 57'870,50

PLAI-Foncier de 99'595 € sur 50 ans à intérêt actuariel annuel, soit 24'898,75

PLUS-Travaux de 309'042 € sur 40 ans à intérêt actuariel annuel, soit 77'260,50

PLUS-Foncier de 122'677 € sur 50 ans à intérêt actuariel annuel, soit 30'669,25

Ainsi qu'une garantie d'emprunts à 100% pour le logement **PLS** à hauteur de **129'054 €** de la manière suivante :

PLS-Travaux de 54'265 € sur 40 ans à intérêt actuariel annuel, soit 54'265,00

PLS-Complémentaire de 42'493 € sur 40 ans à intérêt actuariel annuel, soit 42'493,00

PLS-Foncier de 32'296 € sur 50 ans à intérêt actuariel annuel, soit 32'296,00

Le montant total de la garantie d'emprunts de la commune est de **319'753 €** et celle-ci est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la commune est accordée pour la durée totale du contrat des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur les ratios de garantie de la commune des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des Dépôts et Consignations, la commune s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par l'Emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si l'Emprunteur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Vu les caractéristiques financières de chaque ligne des prêts en annexe.

Monsieur le Maire rappelle que cette garantie d'emprunts permettra à la commune d'être récipiendaire de la rétrocession du contingent de réservation (20% de logement) départementale sur la durée des emprunts prorogée de 5 ans selon la délibération départementale certifiée et exécutoire du 23 avril 2010.

ACCEPTE les termes et les conditions de garantie

ACCORDE sa garantie à hauteur de **25%** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 762'796 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit **190'699 €**.

Ce prêt constitué de 4 lignes est destiné à financer la construction de 7 logements PLUS et PLAI au chef-lieu de Cernex.

ACCORDE sa garantie à hauteur de **100%** pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 129'054,00 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit **129'054 €**

Ce prêt constitué de 3 lignes est destiné à financer la construction de 1 logement PLS, au chef lieu de Cernex.

S'ENGAGE pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer dans les termes de la garantie, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

AUTORISE le Maire à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Emprunteur.

INFORME qu'en application de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, un délai de de recours de deux mois peut-être exercé auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

POUR 10 - ABSTENTION 0 - CONTRE 0

6 - OBJET : DECISION MODIFICATIVE N° 6 Budget Primitif 2015 – Budget Principal

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que suite aux dépassements de crédits aux chapitres 11 (section de fonctionnement) il est nécessaire de modifier certains articles en section de fonctionnement sans modifier le budget principal:

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

ARTICLE	RECETTES	DEPENSES
6811/042 – Dot. Amort. Immos incorp & corp.		-15 000.00 €
611 – Contrats prestations services		15 000.00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :

ARTICLE	RECETTES	DEPENSES
28031/040 – Frais d'études.	-15 000.00 €	
1328 – Autres	15 000.00 €	

AUTORISE la décision modificative ci-dessus.

POUR 10 - ABSTENTION 0 - CONTRE 0

7 - OBJET : RECRUTEMENT PERISCOLAIRE EN « EMPLOI AVENIR »

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'afin de répondre aux exigences d'encadrement du périscolaire (actuelles et futures), il est nécessaire de prévoir deux plein temps. Dans ce cadre, nous devons recruter un poste en contrat emploi avenir d'une durée contractuelle de 36 mois.

Contrat pour lequel l'employeur reçoit une aide égale à 75 % du montant brut du SMIC à laquelle s'ajoutent certaines exonérations de charges sociales.

En contrepartie, une convention fixant les actions de formation et d'accompagnement est signée entre un représentant de l'Etat, l'employeur et le bénéficiaire du contrat.

AUTORISE Monsieur le Maire à recruter un agent en contrat « emploi avenir » à temps plein pour une durée contractuelle de 3 ans,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires au recrutement d'un agent en contrat emploi avenir.

INFORME que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2016.

INFORME qu'en application de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, un délai de recours de deux mois peut-être exercé auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

POUR 10 - ABSTENTION 0 - CONTRE 0

**8 - OBJET : RECRUTEMENT PERISCOLAIRE
EN CONTRAT A DUREE DETERMINEE**

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'afin de répondre aux exigences d'encadrement du périscolaire (actuelles et futures), il est nécessaire de prévoir deux plein temps. Dans ce cadre, nous devons recruter un poste en Contrat à Durée Déterminée de 12 mois.

AUTORISE Monsieur le Maire à recruter un agent à temps plein, en CDD de 12 mois.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires au recrutement d'un agent en CDD de 12 mois.

INFORME que les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Primitif 2016.

INFORME qu'en application de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, un délai de recours de deux mois peut-être exercé auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

POUR 10 - ABSTENTION 0 - CONTRE 0

9 - OBJET : INDEMNITES DE CONSEIL DU RECEVEUR MUNICIPAL

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°82-979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

VU l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables du Trésor Public, chargés des fonctions de receveur des communes et établissements publics locaux.

Vu la délibération D14-34 fixant les indemnités de conseil du receveur municipal.

CONSIDERANT que les dotations budgétaires versées par l'Etat aux collectivités locales sont en baisses et que celui-ci a déjà soustrait des prestations de soutien à la commune.

CONSIDERANT que face aux encours et engagements financiers à venir de la commune de Cernex CONSIDERANT qu'afin de maintenir notre cohérence de politique de restriction budgétaire, il est nécessaire de réévaluer les indemnités de conseil du receveur municipal.

Sur la proposition de Monsieur le Maire

DECIDE de supprimer l'indemnité à titre personnel de conseil de Mme le receveur municipal, Madame Dominique ALVIN à compter du 31.12.2015,

DECIDE d'accorder à titre personnel à Mme le receveur municipal, Mme Dominique ALVIN l'indemnité de conseil au taux de 75 % sur les bases définies à l'article 4 de l'arrêté pour la prestation d'assistance et de conseil des services de la commune de Cernex, à compter du 01.01.2016

DIT que cette indemnité sera acquise à Mme le receveur municipal, Madame Dominique ALVIN pour toute la durée du mandat, sauf délibération contraire.

PRECISE que les crédits nécessaires sont inscrits budgétairement au chapitre 011, nature 6225, fonction 020 du budget de la commune.

INFORME qu'en application de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, un délai de recours de deux mois peut-être exercé auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

POUR 09 - ABSTENTION 01 - CONTRE 0

10 - OBJET : DEPENSES D'INVESTISSEMENT AUTORISATION DE PAIEMENT AVANT LE VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2016

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant que l'article L.1612-1 permet à l'ordonnateur d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement avant l'adoption du budget primitif, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette ;

Considérant que le budget primitif 2016 sera voté, au plus tôt, fin mars ;

Considérant qu'il convient de ne pas retarder le paiement des factures des Entreprises ;

Considérant que le montant des crédits ouverts au budget de l'exercice 2015 (opérations réelles) s'élève à 409 207.38 euros pour les chapitres 20, 21, 23 et 27 et que le quart de ce montant est de **102 301.84 euros** ;

Monsieur le Maire propose à l'Assemblée d'autoriser l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement à hauteur de 102 301.84 euros.

AUTORISE Monsieur le Maire à liquider et mandater les dépenses d'investissement en cours et futures dans la limite de 102 301.84 euros jusqu'au vote du Budget Primitif 2016.

APPROUVE la reprise de ces dépenses sur les crédits qui seront inscrits au Budget Primitif 2016.

POUR 10 - ABSTENTION 0 - CONTRE 0

Fin de séance à 21 h 15.

Le Maire,
Jean-Louis FELFLI